

Guerre Israël-Hamas : « Depuis le 7 octobre, c'est toute l'histoire du conflit israélo-palestinien qui se rejoue en accéléré »

 [lemonde.fr/idees/article/2024/01/02/guerre-israel-hamas-depuis-le-7-octobre-c-est-toute-l-histoire-du-conflit-israelo-palestinien-qui-se-rejoue-en-accelere_6208684_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/01/02/guerre-israel-hamas-depuis-le-7-octobre-c-est-toute-l-histoire-du-conflit-israelo-palestinien-qui-se-rejoue-en-accelere_6208684_3232.html)

Le 13 juin 2023, j'étais à Gaza pour présenter mon *Histoire de Jérusalem* en bande dessinée (Les Arènes, 2022), devant un public d'étudiants palestiniens, de collègues universitaires et d'habitues de l'Institut français, qui accueillait la rencontre. Trois semaines plus tôt, le 24 mai 2023, j'avais présenté ce même ouvrage devant des collègues et des étudiants de l'université Bar-Ilan, en Israël. Dans les deux cas, les échanges avaient été riches et chaleureux.

A Gaza comme à Bar-Ilan, les étudiants avaient anticipé les futures publications de cette bande dessinée en arabe et en hébreu, en traduisant quelques planches avec leurs enseignants. A la fin de ces rencontres, on avait partagé gâteaux et jus de fruits en parlant de choses et d'autres, insouciant.

Depuis, le monde a basculé sur son axe. Ces souvenirs heureux ont été ensevelis dans le fracas des massacres et des bombardements. Dix-huit étudiants de Bar-Ilan sont morts dans les attaques terroristes du 7 octobre 2023 ou dans les combats qui ont suivi, et 5 000 d'entre eux sont mobilisés au sein de l'armée israélienne. L'Institut français de Gaza a été bombardé le 3 novembre 2023, et Ahmed Abu Shamla, qui y travaillait depuis vingt ans, a été tué dans un bombardement israélien, alors qu'il s'était réfugié à Rafah avec une partie de sa famille.

Au-delà de ces deux points d'observation, l'ampleur des tragédies en cours permet de comprendre le traumatisme que traversent ces deux sociétés : 1 200 Israéliens sont morts le 7 octobre, ce qui, à l'échelle de la population française, correspondrait à plus de 9 000 morts, en une seule journée. Et 23 000 Palestiniens de Gaza sont morts depuis le 7 octobre, ce qui, là encore, à l'échelle de la France, correspondrait à près de 700 000 morts, en deux mois et demi. Ces chiffres donnent le vertige : oui, ce qui se déroule sous nos yeux est vertigineux et presque indicible, parce que sans précédent.

Lire aussi le décryptage : [A Gaza, faute d'avoir atteint ses objectifs, Israël promet une guerre « longue »](#)

Face à un tel déferlement de violence, le débat politique français reste marqué par son inanité binaire : chacun est sommé de choisir son camp, comme si nos positions d'observateur pouvaient se confondre avec celles des familles d'otages israéliens disparus

ou des civils palestiniens noyés sous les bombes. Notre rôle, à distance des combats, ne consiste pourtant pas à « jouer à la guerre » en faisant semblant d'être sur le champ de bataille, car nous n'y sommes pas.

L'acte du dénouement

Loin du fracas des armes, nous pouvons et nous devons, au contraire, rester lucides pour analyser froidement ce qui est en train de se jouer : rien de moins que le cinquième et dernier acte du conflit israélo-palestinien, celui du dénouement, qui risque de se conclure par l'anéantissement de l'un ou de l'autre des belligérants.

Après la genèse des projets nationaux concurrents (1897-1917), après les affrontements sporadiques sous tutelle internationale (1917-1947), après les guerres conventionnelles entre Etats (1947-1987), après les intifadas et le processus d'Oslo (1987-2017), nous voici entrés dans la guerre existentielle, un combat à mort qui décidera du sort des deux protagonistes.

Le risque existentiel est immédiat pour les 2,3 millions de Palestiniens de Gaza, affamés, assoiffés, privés de tout, déplacés de force vers le sud, puis intensément bombardés dans leur refuge provisoire et désormais explicitement menacés d'expulsion. Les images captées le 26 décembre 2023 par le satellite européen Sentinel-2 sont de ce point de vue édifiantes : elles montrent un territoire balaféré, défoncé, retourné, un sol labouré jusqu'au sable, toute trace de vie terrassée, le béton des habitations enseveli sous des dunes recrées par les bulldozers israéliens. Quant aux photos prises au sol, elles révèlent des cimetières éventrés, sens dessus dessous, les cadavres à peine enterrés et déjà exhumés, désarticulés, déshumanisés...

Ce n'est plus une guerre pour « *éradiquer* » le Hamas, c'est une dévastation volontaire, systématique et délibérée, pour extirper les civils de la bande de Gaza, par la mort ou par l'exode, par la famine ou par l'épidémie. Ce basculement à la fois stratégique et anthropologique a été préparé dès le 9 octobre 2023 par le ministre de la défense israélien, Yoav Gallant, quand il affirmait combattre des « *animaux humains* ».

Lire aussi notre éditorial : [Israël se perd dans le carnage de Gaza](#)

De fait, le gouvernement israélien ne cache plus son véritable objectif de guerre : le 25 décembre 2023, Benyamin Nétanyahou a déclaré à ses supporters du Likoud qu'il allait « *réduire la population de Gaza à son minimum* » et, le 31 décembre, le ministre des finances, Bezalel Smotrich, a dévoilé un objectif chiffré : « 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza », ce qui supposerait d'en expulser plus de deux millions.

Traumatismes mémoriels

Nul n'échappe à ce projet d'éviction qui nécessite de terroriser une population entière : le 16 décembre 2023, deux femmes catholiques habitantes de Gaza, Nahida Khalil Anton et sa fille Samar, ont été abattues sans sommation par un sniper israélien à l'intérieur de la paroisse de la Sainte-Famille, dans le quartier de Zeitoun. Vingt-trois autres paroissiens sont morts dans les bombardements, et des dizaines d'enfants de la paroisse souffrent de dysenterie aiguë après avoir bu de l'eau contaminée.

Lire aussi : Israël-Hamas : la fuite en avant dans la guerre de Benyamin Nétanyahou

Le risque existentiel est moins immédiat, mais non moins menaçant pour Israël, qui perd chaque jour un peu plus de crédit auprès de l'opinion publique internationale. Le 12 décembre 2023, cent cinquante-trois pays de l'Assemblée générale de l'ONU ont voté en faveur d'un cessez-le-feu immédiat, dix seulement ont voté contre. On aurait tort de n'y voir qu'une gesticulation diplomatique sans lendemain : l'Etat d'Israël a été créé à la suite d'un vote de cette même Assemblée générale, en 1947, et, à ce titre, c'est un des rares Etats de la planète à ne pouvoir se payer le luxe de perdre toute légitimité internationale.

Vladimir Poutine peut commettre les pires horreurs en Ukraine, personne n'a jamais contesté la souveraineté russe en Russie. Le jeune Etat d'Israël n'est pas dans cette situation. Ses ennemis sont légion, le soutien des Etats-Unis n'est plus une assurance-vie, et la guerre d'anéantissement menée contre les Palestiniens de Gaza précipite cette perte de légitimité, mortifère à moyen ou à long terme.

Si cette guerre est existentielle, c'est également parce qu'elle réactive les traumatismes les plus profondément ancrés dans les mémoires des deux peuples. Pour les Israéliens, les massacres terroristes du 7 octobre, par l'atrocité des modes opératoires, par les violences inouïes perpétrées contre les corps, vivants ou morts, ont fait ressurgir le souvenir des pogroms antijuifs survenus en Europe centrale, à la fin du XIX^e siècle. Pour les Palestiniens, les déplacements forcés des populations civiles de Gaza réveillent le traumatisme de la Nakba, la « catastrophe » inaugurale, marquée par l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948, d'autant plus que 80 % des habitants actuels de Gaza sont justement des descendants de réfugiés.

Depuis le 7 octobre, c'est donc toute l'histoire du conflit israélo-palestinien qui se rejoue en accéléré, dans une temporalité rétrécie et dans un espace comprimé, d'où cette sensation d'étouffement qui nous gagne toutes et tous, après la sidération des premiers jours.

Ce sont aussi les mémoires traumatiques des deux peuples qui sont réactivées, l'une après l'autre, comme si l'approche du dénouement déclenchait une série de flash-back hallucinatoires, incontrôlables et contagieux. Pour freiner cette course à l'abîme, la communauté internationale n'a d'autre choix que d'agir avec rapidité et intensité, en vue d'obtenir un cessez-le-feu durable, et ce pour au moins trois raisons.

Exigence morale et realpolitik

D'abord parce que la guerre contre le Hamas est sans issue. Sur un plan tactique, l'armée israélienne ne détruit qu'une partie de la surface de la bande de Gaza, là où habitent les civils. En sous-sol, les centaines de kilomètres de tunnels abritent toujours les combattants du Hamas, qui économisent leurs forces et minimisent leurs pertes. Plus largement, sur un plan stratégique, chacun sait que les bombardements aveugles, loin d'entamer la détermination des Palestiniens, fabriquent au contraire les terroristes de demain.

De fait, de plus en plus d'Israéliens comprennent que seul Benjamin Nétanyahou a intérêt à poursuivre indéfiniment cette guerre, non plus pour détruire le Hamas, mais pour servir l'agenda idéologique de ses alliés d'extrême droite (expulser les populations civiles de Gaza) et son agenda personnel (retarder au maximum la reprise de ses procès).

Ensuite parce que le risque d'embrasement est réel, à la fois en Cisjordanie, alors que plus de 250 000 ports d'arme ont été accordés aux colons israéliens ces dernières semaines (soit plus que ces vingt dernières années), et dans le nord, alors que les tensions ne cessent de monter à la frontière libanaise. Trois cents Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre et plusieurs centaines de milliers de civils ont été évacués des deux côtés de la frontière israélo-libanaise.

Enfin, parce que cette guerre ébranle tous les fragiles équilibres internationaux, dans un contexte géopolitique déjà extraordinairement tendu, depuis l'interruption du trafic des porte-conteneurs en mer Rouge, qui a un lourd impact sur le commerce mondial, jusqu'aux accusations portées contre les diplomaties occidentales, plus enclines à se mobiliser pour les quelque 10 000 civils ukrainiens tués en deux ans que pour les 23 000 civils palestiniens tués en deux mois.

Une fois n'est pas coutume, exigence morale et realpolitik se rejoignent. Profitons-en. Quant aux moyens de pression et d'action, ils sont immédiatement disponibles : les Etats-Unis fournissent actuellement, à flux tendu, l'essentiel des missiles tirés par l'armée israélienne ; l'Europe reste le premier partenaire commercial de l'économie israélienne ; l'ONU détient les paramètres d'un apaisement durable parce que juste, fondé sur le respect du droit ; la France, qui abrite les plus importantes communautés juives et musulmanes d'Europe, a des liens anciens et puissants avec Israël et la Palestine. Elle est également le seul pays de l'Union européenne à disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Face à une telle explosion de rage, à la fois meurtrière et suicidaire, l'inaction ne serait pas seulement criminelle, elle serait déraisonnable. Alors que 2024 s'ouvre sur un paysage de ruines et de désolation, formons un vœu accessible pour l'année qui commence : que le cinquième acte de la tragédie israélo-palestinienne soit celui d'une prise de conscience

salutaire, celle qui commande l'action. Car, si les étudiants de Gaza et de Bar-Ilan méritent notre compassion, ils exigentsurtout notre intervention et donc notre interposition, immédiate, avant qu'il ne soit trop tard.

Le visionnage de cette vidéo est susceptible d'entraîner un dépôt de cookies de la part de l'opérateur de la plate-forme vidéo vers laquelle vous serez dirigé(e). Compte-tenu du refus du dépôt de cookies que vous avez exprimé, afin de respecter votre choix, nous avons bloqué la lecture de cette vidéo. Si vous souhaitez continuer et lire la vidéo, vous devez nous donner votre accord en cliquant sur le bouton ci-dessous.

Vincent Lemire est professeur d'histoire à l'université Gustave-Eiffel. Il a dirigé le Centre de recherche français à Jérusalem de 2019 jusqu'en août 2023, et conduit le projet de recherche européen « Open Jerusalem ». Il est l'auteur, avec Christophe Gaultier, de la bande dessinée « Histoire de Jérusalem » (Les Arènes, 2022).

Vincent Lemire(Historien)